

**9 novembre 2023**

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'an deux mille vingt-trois, le neuf novembre, le Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays Saint-Fulgent – Les Essarts, dûment convoqué le 27 octobre 2023, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Monsieur Jacky DALLEY, Président.

Date d'affichage de la convocation : 27 octobre 2023

Présents : **Bazoges-en-Paillers** : Jean-François YOU – **Les Brouzils** : Jacqueline BLAIN, Pascal CAILLE, Emilie DUPREY – **Chauché** : Myriam BARON, Alain BONNAUD, Christian MERLET – **Chavagnes-en-Paillers** : Xavier BILLAUD, Annie MICHAUD, Stéphanie VALIN – **La Copechagnière** : Annie NICOLLEAU – **Essarts en Bocage** : Fabienne BARBARIT, Pierrette GILBERT, Emmanuel LOUINEAU, Yannick MANDIN, – **La Merlatière** : Philippe BELY – **La Rabatelière** : Jérôme CARVALHO – **Saint-André-Goule-d'Oie** : Jacky DALLEY, Catherine SOULARD – **Saint-Fulgent** : Marylène DRAPEAU, Hugo FRANÇOIS, Jean-Luc GAUTRON, Sophie MANDIN.

Excusés : **Chavagnes-en-Paillers** : Eric SALAÛN donne pouvoir à Jacky DALLEY – **Essarts en Bocage** : Arnaud BABIN, Caroline BARRETEAU, Nathalie BODET donne pouvoir à Fabienne BARBARIT, Freddy RIFFAUD, Nicolas PINEAU, Cathy PIVETEAU-CANLORBE

Secrétaire de séance : Jacqueline BLAIN

En exercice : 30
Présents : 23
Votants : 25
Quorum : 16

N° 299-23 – Création d'un groupement de commande entre le SCOM et la Communauté de communes pour la fourniture et la maintenance d'un système de contrôle de gestion des apports en déchèteries

Considérant que le conseil communautaire du 17 mars 2022 a acté l'intégration du territoire de la Communauté de Communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts au SCOM à compter du 1er janvier 2025.

Considérant que le marché pour la fourniture et la maintenance d'un système de contrôle et de gestion des apports en déchetterie du SCOM prend fin le 15 novembre 2023.

Considérant qu'afin d'assurer la continuité du service, il convient de proposer la constitution d'un groupement de commande entre le SCOM et la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts.

Considérant qu'une convention constitutive du groupement de commandes doit être établie dans le respect de la réglementation applicable aux Marchés Publics conformément aux articles L2113-6 et L2113-7 du code de la commande publique.

Considérant que cette même convention prévoit notamment que le coordonnateur du groupement sera le représentant légal du SCOM et qu'il attribuera le marché avec le candidat retenu.

Considérant que chaque membre devra signer, notifier et assurer l'exécution technique et financière de sa part de marché.

Considérant que le SCOM assure ses missions à titre gracieux vis-à-vis des autres membres du groupement et prendra en charge les frais liés au fonctionnement du groupement (publicité...).

Considérant que le marché sera lancé en procédure adaptée sans publicité ni mise en concurrence, pour une durée de 3 ans et qu'il n'est pas instauré de commission d'appel d'offres.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **De constituer un groupement de commandes entre le SCOM et la Communauté de Communes du pays de Saint-Fulgent-Les Essarts pour la fourniture et la maintenance d'un système de contrôle et de gestion des apports en déchetterie ;**
- **De désigner le SCOM comme coordonnateur du groupement ;**
- **De conclure la convention ci-jointe avec la Communauté de Communes du pays de Saint-Fulgent-Les Essarts à compter de sa signature et pour la durée du marché ;**
- **De lancer les procédures de consultation ;**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer ladite convention et toutes autres pièces relatives à l'affaire.**



Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Pour extrait conforme, le 17 novembre 2023

Le Président,
Jacky DALLEY

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette 44041 NANTES CEDEX - dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.